

## DES RISQUES CRITIQUES DE CORRUPTION AU SEIN DES SECTEURS DE LA DEFENSE AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD MENACENT LA SECURITE ET LA STABILITE DANS LA REGION

25 Novembre, Londres – La sécurité et la stabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord continuent d'être menacées par les risques de corruption au sein des institutions de défense, selon la nouvelle étude publiée par le programme Défense et Sécurité de Transparency International.

Onze états parmi les douze de la région évalués par l'[édition 2020 de l'Indice d'intégrité gouvernementale dans le secteur de la défense](#), publié aujourd'hui ont reçu la note de E ou F, indiquant des risques « très élevés » ou « critiques » de corruption au sein de leurs institutions de défense. Seule la Tunisie a reçu un meilleur résultat, obtenant un D.

Ces résultats paraissent dans un contexte régional d'insécurité et de fragilité. Des mouvements protestataires – alimentés par des griefs liés notamment aux pratiques de corruption et de mauvaise gestion financière des gouvernements – continuent en Egypte, en Algérie, en Iraq, et au Liban. Par ailleurs, les conflits armés prolongés en Syrie, au Yémen, et en Libye ne montrent aucun signe de s'essouffler.

**Steve Francis OBE, Directeur du programme Défense et Sécurité de Transparency International:**

*La région Moyen-Orient et Afrique du Nord continue d'être une des régions du monde les plus affectées par les conflits, et cette instabilité a un impact majeur sur la sécurité internationale. Alors que certains états ont fait des progrès pour mettre en place des mécanismes de lutte contre la corruption dans le secteur de la défense, dans l'ensemble, ces résultats montrent une stagnation, voire même une régression dans ce domaine. Au vu du lien empirique entre corruption et insécurité, ces résultats sont préoccupants.*

*Les institutions militaires de la région continuent à mener la majeure partie de leurs activités sous un voile de secret, à l'abri des formes les plus simples de contrôle civil et législatif. Ce manque de redevabilité nourrit les soupçons envers les services de sécurité et les gouvernements, ce qui alimente l'instabilité.*

*Au vu de ce tableau régional morose, les outils tels que notre Indice d'intégrité gouvernementale dans le secteur de la défense sont particulièrement importants. En mettant l'accent sur les domaines dans lesquels les mécanismes contre la corruption sont faibles ou non-existants, les organisations de la société civile sur place ainsi que les responsables militaires et politiques peuvent utiliser ces résultats pour insuffler des réformes adaptées et obtenir de réelles avancées. Prendre des mesures pour*

## Sous embargo strict jusqu'à

### 00.01 GMT, MONDAY NOVEMBER 25

*améliorer la transparence et combler les failles qui facilitent la prolifération de la corruption permettrait de renforcer la confiance publique et la sécurité nationale.*

Les secteurs de la défense de la région continuent d'être entourés d'une culture du secret excessive, et un manque de contrôles et de transparence, comme le montre l'Indice. En parallèle, les dépenses afférant à la défense continuent de croître vers des niveaux records.

Les états dont les secteurs de la défense sont marqués par un risque de corruption « critique » sont l'Algérie, l'Egypte, la Jordanie, le Maroc, Oman, le Qatar, et l'Arabie Saoudite, en raison de l'absence quasi-totale de redevabilité ou de transparence des institutions de défense et de sécurité. Nombre de ces pays sont des importateurs majeurs d'armes, ou bénéficient d'aides internationales militaires notoires.

Au Liban, le manque de mécanismes clairs et indépendants d'audits et les délais de mise en œuvre des lois adoptées au cours des deux dernières pour contrer la corruption expliquent en partie le risque de corruption « très élevé » du secteur, en dépit des efforts des Forces Armées Libanaises pour démontrer un niveau élevé d'intégrité et leur neutralité à l'encontre des manifestants, y compris en évitant l'utilisation excessive de la force à leur égard.

La Tunisie est le seul pays de la région à avoir obtenu une note plus élevée, en particulier grâce à l'introduction de nouvelles protections pour les lanceurs d'alerte, une amélioration de contrôles civils contre la corruption, et plusieurs engagements publics pour promouvoir l'intégrité des forces armées. Mais le manque de transparence justifié au nom de la lutte contre le terrorisme et associé à une culture du secret enracinée au sein du secteur de la défense, ont empêché la Tunisie d'obtenir une note plus élevée.

Pays	Niveau de risque
Tunisie	Risques élevés
Liban	Risques très élevés
Palestine	
Kuwait	
Emirats Arabes Unis	
Algérie	Risques critiques
Egypte	
Jordanie	
Maroc	
Oman	
Qatar	
Arabie saoudite	

## Sous embargo strict jusqu'à 00.01 GMT, MONDAY NOVEMBER 25

### Notes aux rédactions :

L'intégralité des résultats de l'Indice d'intégrité gouvernementale dans le secteur de la défense (GDI) pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord seront disponibles sur le site de TI-DS à l'adresse suivante : <https://ti-defence.org/gdi/>

Le GDI évalue l'existence, l'efficacité, et la mise en œuvre de contrôles formels et informels visant à atténuer les risques de corruption dans les secteurs de la défense et de la sécurité. Notre équipe d'experts rassemble des preuves provenant d'une grande variété de sources et d'entretiens à partir de 77 indicateurs pour fournir une évaluation détaillée de l'intégrité des institutions de défense nationale, attribuant à chaque état une note entre A et F.

Le GDI était précédemment connu sous le nom d'Indice gouvernemental d'anti-corruption dans le secteur de la défense (GI). [L'Indice a été largement mis à jour pour l'édition 2020](#), suite à des changements dans la méthodologie et la notation. Cela signifie en pratique que les résultats attribués aux pays dans l'édition 2020 **ne peuvent être comparés de manière précise** avec les notes attribuées lors des itérations précédentes de l'indice.

Les prochains résultats régionaux du GDI seront publiés en 2020. Ils porteront sur l'Europe Centrale et l'Europe de l'Est, l'Amérique Latine, les pays du G-20, la région Asie Pacifique, l'Afrique de l'Est et Australe et les pays de l'OTAN+.

### Contacts:

Harvey Gavin

[harvey.gavin@transparency.org.uk](mailto:harvey.gavin@transparency.org.uk)

+44 (0)20 3096 7695

++44 (0)79 6456 0340

Mallary Gelb

[mallary.gelb@transparency.org.uk](mailto:mallary.gelb@transparency.org.uk)

+44 (0)20 3096 7695

++44 (0)79 6456 0340